

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Mission d'information de la Conférence des présidents sur les causes et conséquences de la baisse de la natalité en France

- Audition, ouverte à la presse, du Dr Serge Hefez, psychiatre 2
- Présences en réunion 11

Lundi

1^{er} décembre 2025

Séance de 12 heures

Compte rendu n° 36

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

**Présidence de
Mme Joséphine
Missoffe, secrétaire de la
mission d'information**



La séance est ouverte à midi dix.

Mme Joséphine Missoffe, présidente. Merci, docteur, d'avoir accepté notre invitation.

Vous êtes un spécialiste reconnu des questions relatives à la famille, à la parentalité et à l'identité sexuelle. Tout au long de votre carrière, vous avez tenu à vous adresser à un public large – par vos ouvrages et par vos chroniques et émissions dans les médias.

Plusieurs des personnes que nous avons auditionnées ont établi un lien entre les mutations de la famille au cours des dernières décennies et la baisse de la natalité. Que pouvez-vous nous dire à ce propos ? Quels ressorts psychiques expliquent le non-désir d'enfant ou le renoncement à avoir un enfant ?

M. Serge Hefez, psychiatre. Je m'exprime ici en tant que psychiatre et psychanalyste mais surtout en tant que thérapeute familial : depuis quarante ans, je reçois dans mon cabinet des familles – souvent à cause de problèmes apparus avec l'adolescence d'un enfant – et des couples. Les thérapies familiales et conjugales m'amènent au cœur des questions liées à la parentalité et au désir d'enfant.

Par ailleurs, fin 2023, Aurore Bergé a confié à Hélène Roques et moi-même la présidence d'une commission ministérielle de soutien à la parentalité. Avec d'autres spécialistes, nous nous sommes réunis pendant un an. La question de la natalité faisait partie du cahier des charges initial mais nous avons décidé de dissocier les deux questions.

La baisse de la natalité est plurifactorielle. Les causes sont à la fois politiques, sociales, environnementales. Les mutations de la famille et de la place de l'individu dans la société influencent également le désir d'enfant.

J'évoquerai d'abord quelques facteurs psychosociaux.

Les femmes font des enfants beaucoup plus tard, le plus souvent après 30 ans. L'âge à la naissance du premier enfant augmente d'année en année, à mesure que les études s'allongent. On atteint plus difficilement et plus tardivement la stabilité professionnelle et résidentielle à laquelle on aspire avant d'avoir un enfant.

Les jeunes générations connaissent une précarisation économique et des inquiétudes existentielles. Le marché du travail est instable, les loyers sont élevés, il est plus difficile d'accéder à la propriété. Surtout – je dis « surtout » d'après ce que j'entends –, elles ont le sentiment que l'avenir est incertain : la crise écologique, la crise politique et la guerre esquissent autant de mauvaises nouvelles à l'horizon des familles. Beaucoup conçoivent la mise au monde d'un enfant comme un projet risqué qu'il vaut mieux remettre à plus tard.

Le couple et les normes familiales se transforment. Les séparations sont plus fréquentes, comme les recompositions et les unions tardives. L'idée s'est largement diffusée qu'un enfant doit être désiré. Il faut bien préparer sa naissance, qui n'est plus un passage obligé de la vie d'un couple. On accorde davantage d'importance au développement personnel de chacun : les possibles futurs parents veulent se sentir au moment le plus favorable de leur existence, sur les plans psychique, social et économique, afin de mettre l'enfant au monde dans les meilleures conditions. Le projet parental était sociétal. On faisait des enfants parce que

c'était comme ça, c'était la tradition, on ne se posait pas la question – on était sur Terre pour faire des enfants et pour perpétuer la famille. De plus en plus, il devient psychologique et personnel, donc plus sélectif.

À ces trois premières causes s'ajoutent les inégalités de genre et la charge mentale associée. On le sait, la charge parentale est en grande partie supportée par les femmes. Or, même si celles-ci ont envie d'être épouse et mère, elles veulent aussi mener une carrière. Elles aspirent à une vie personnelle, autonome et émancipée. Sachant que la charge parentale va largement leur incomber, elles se trouvent face à un casse-tête. Les sociétés les plus égalitaires sont aussi celles où la natalité se maintient le mieux. En France, l'égalité progresse, mais sans doute trop lentement.

Les raisons sont aussi économiques et politiques. J'entends le regret d'une érosion des politiques familiales, le sentiment que les prestations stagnent ou baissent et que les modes de garde sont devenus très complexes – que cela corresponde ou non à la réalité, vous le savez mieux que moi. Or, dans le même temps, l'inflation est perçue comme très forte, avec des conséquences sur le coût de la vie quotidienne. Le sentiment d'être moins soutenu est renforcé par la crise du logement, très préjudiciable à l'installation des familles. Enfin, les carrières des femmes, qui ont gagné en pérennité, sont davantage que celle des hommes affectées par la parentalité, malgré les lois votées pour les protéger – les trajectoires des uns et des autres le montrent.

La natalité devient un enjeu symbolique et politique. Les différents courants politiques s'en emparent, chacun avec son vocabulaire. Entre les discours très anxiogènes des uns, qui mettent en avant la menace démographique, et ceux des autres, qui défendent la nécessité de repenser la famille pour favoriser l'égalité et le bien-être, il n'est pas facile de s'y retrouver. Les couples entendent des sons de cloche différents : des réponses natalistes, qui vantent l'incitation, et d'autres plus structurelles, qui prennent en compte les difficultés liées aux inégalités de genre, à l'écologie et au travail.

J'en viens aux facteurs plus spécifiquement psychologiques.

Les couples de tous les milieux sont confrontés à un changement du rapport au temps et à la parentalité, qui est perçue comme exigeante. Faire un enfant est de moins en moins considéré comme une démarche naturelle ; de plus en plus, les couples construisent un projet, comme ils le feraient dans le domaine professionnel. J'ai ainsi intitulé l'un de mes livres *La Fabrique de la famille*, avec l'idée qu'il s'agissait effectivement d'un travail. En effet, les attentes liées au bonheur conjugal et familial ainsi qu'à la bonne éducation des enfants sont prégnantes. Le premier fait même figure d'injonction, ce qui se révèle très pesant pour beaucoup de couples.

Notre société, autrefois constituée de groupes et de règles, est désormais beaucoup plus centrée sur les individus et leur épanouissement personnel. L'individu classique se définissait avant tout par ses appartenances ; l'individualité et l'intériorité comptaient peu. L'individu contemporain se définit plutôt par rapport à lui-même, à son désir et à son épanouissement. Or, encore une fois, tout cela s'inscrit dans un climat d'anxiété. Je peux en témoigner, les problèmes écologiques, les guerres, les incertitudes sur l'avenir, les crises économiques et le durcissement politique qui se fait jour un peu partout provoquent une anxiété très forte.

Ainsi, une mutation s'est opérée. Avoir un enfant constituait un devoir, et les hommes et les femmes étaient soumis au devoir social. Du devoir, on est passé au désir, au désir singulier d'enfant. Pendant longtemps, avoir des enfants relevait d'un destin social, et de la norme. Aujourd'hui, cela relève davantage de la décision subjective. Celle-ci peut avoir été mûrie ou découler de l'injonction de réussir sa vie, mais elle est toujours source d'angoisse.

La baisse de la natalité ne s'explique donc pas seulement par des difficultés matérielles. Il faut également prendre en compte la dimension intime du désir d'enfant, de la construction de soi et des attentes contemporaines. Autrefois considéré comme allant de soi, ce désir est désormais fragile et soumis à des conditions subjectives : on veut se sentir suffisamment stable psychiquement, penser qu'on s'est construit soi-même et qu'on sera un parent à la hauteur – il y a là un fort sentiment d'obligation. Le désir d'enfant est donc négocié intérieurement avant de se négocier dans le cadre des relations sociales, en prenant en compte les besoins de la société dont on fait partie.

Pour beaucoup de futurs pères et de futures mères, la négociation intérieure est d'autant plus complexe que les injonctions à être un bon parent ne cessent de s'intensifier. La peur de ne pas l'être découle notamment d'une forte pression normative, visible dans les débats permanents à la radio et à la télévision sur ce qu'est une bonne éducation, une éducation positive, etc., etc. Elle se nourrit de la crainte de l'échec éducatif, que l'enfant soit malheureux, insuffisamment épanoui et protégé. On pourrait parler d'anxiété parentale anticipée.

Ensuite, puisqu'on a des enfants plus tardivement, la jeunesse psychique s'allonge. On parle souvent d'« adulescence » mais ce phénomène s'explique aussi par des traits de société. Les études s'allongent et l'autonomie économique est retardée ; sur le plan psychique, on veut vivre sa jeunesse plus longtemps, voyager, se développer personnellement, se recentrer sur soi, se faire plaisir, avoir plusieurs expériences conjugales pour déterminer de quel type de partenaire et de quel type de couple on a envie... On atteint ainsi 34, 35, 38 ans, voire 40 ans. L'horloge biologique des femmes étant différente de celle des hommes, le projet d'enfant s'en trouve compliqué. Beaucoup s'engagent alors dans des parcours de procréation médicalement assistée (PMA), qui pèsent aussi lourdement sur le désir d'enfant.

Les transformations du couple, qui n'est plus le couple marié indéfectible d'autrefois, ont également une incidence. Les familles sont marquées parce qu'Irène Théry appelle « le démariage » : le mariage n'est plus le pivot de la famille. Le changement ne s'explique pas seulement par les séparations et les divorces. Le pivot, désormais, c'est le libre choix du conjoint, le bonheur conjugal, l'épanouissement de chacun au sein du couple. Il s'agit certes d'un très beau projet personnel, mais le couple est moins stable. On lui donne pour mission de réaliser l'épanouissement individuel, affectif notamment, la sécurité émotionnelle et les projets de chacun. Toutes ces injonctions rendent le couple beaucoup plus fragile – c'est le thérapeute conjugal qui vous parle. Les séparations conjugales sont ainsi devenues fréquentes : dans une ville comme Paris, un couple dure en moyenne trois ans. C'est peu pour mener à bien un projet d'enfant.

Je l'ai esquissé, le monde contemporain provoque une insécurité psychique. L'incertitude favorise l'angoisse. Dans la façon dont les patients me parlent d'eux et de leur avenir, je l'ai vue monter année après année. Dans cet imaginaire anxiogène, je les entends tous les jours se demander s'il est raisonnable ou responsable d'avoir un enfant.

Il y a donc une ambivalence fondamentale. Le désir d'enfant est toujours là, il n'a pas changé mais, dans le contexte que j'ai décrit, la décision est devenue beaucoup plus lourde. Le

centre de gravité de la société est devenu la réalisation personnelle de chacun. Cela veut dire que le projet d'enfant doit s'intégrer dans un parcours personnel, et non l'inverse – le parcours ne s'adapte plus à la venue de l'enfant. Chacun se retrouve pris en tenailles entre le droit à l'autonomie et la dépendance parentale.

La parentalité étant désormais choisie, sa valeur en est accrue ; les attentes sont très élevées ; parce que les enfants viennent plus tard, la fertilité est moindre, ce qui entraîne des PMA, beaucoup de stress et un sentiment d'échec. Dans ces conditions, les parents qui ont réussi à avoir un premier enfant peuvent se détourner du projet d'en avoir un deuxième, pour ne pas s'exposer à nouveau à ces difficultés.

Pour conclure, si la baisse de la natalité est le symptôme de l'époque, ce n'est pas parce que le désir d'enfant des Françaises et des Français est en panne. Il est toujours aussi vif. En revanche, les conditions sont peu propices : les trajectoires de vie se recomposent, les inégalités de genre persistent, le coût du futur augmente, l'incertitude domine.

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. Vous êtes un acteur reconnu et vos ouvrages ont accompagné de nombreuses familles ; il était important de vous entendre.

Vous l'expliquez, on négocie le désir d'enfant avec soi-même et avec son cercle familial. Il s'agit d'une décision intime, qui ne relève plus de la sphère sociale – les réactions ont d'ailleurs été fortes quand le Président de la République a parlé de « réarmement démographique ». Dans ces conditions, quel rôle le politique peut-il jouer ? Le désir d'enfant est élevé mais la natalité est fragile. Les politiques publiques peuvent-elles avoir une influence ? Comment réconcilier votre position de thérapeute familial et celle de coprésident de la commission parentalité, dont le rapport en appelle à « une société partenaire des parents » ?

M. Serge Hefez. Il faut prendre en compte tous les facteurs, avec leur complexité, et essayer d'intervenir à chaque niveau. La commission a notamment révélé la nécessité d'un travail transversal : il faut que les gens travaillent ensemble pour recréer l'image d'une société de lien, plutôt que d'une société atomisée entre les individus qui la composent et les institutions qui s'en occupent.

Prenons l'exemple du soutien à la parentalité, qui n'est pas sans lien avec la natalité. La commission a certes cherché des solutions pour rendre l'entreprise plus inclusive pour les parents. Elle a ainsi proposé des congés spécifiques pour suivre la scolarité et un allongement des congés de naissance – autant de dispositifs qui relèvent des politiques publiques. Mais elle a aussi cherché à déterminer comment toutes les institutions concernées par la parentalité, c'est-à-dire l'école, la justice, la santé – mentale notamment – et la ville, pouvaient coordonner leur travail afin de créer une société inclusive pour les parents.

Les mesures nécessaires pour que l'école accueille les parents, par exemple, relèvent de décisions politiques. Celle-ci pourrait s'ouvrir davantage aux parents et collaborer avec eux. En effet – je caricature un peu –, elle ne prend pas en compte les compétences des parents, et elle les laisse à la porte. Les trois quarts des profs, si vous les interrogez sur ce sujet, répondront qu'il ne faut surtout pas faire ça, que les parents les emmerdent, les empêchent de travailler tranquillement – moins ils les voient, mieux ils se portent. Cela me rappelle mes débuts professionnels en santé mentale : les parents étaient laissés aux portes du système de soin. Par exemple, quand une jeune fille de 14 ans déclarait une anorexie grave, on la coupait de sa famille en l'isolant pendant un mois dans un service. On avait l'idée que les parents étaient de mauvais parents, qu'elle avait déclaré son anorexie à cause d'eux. Avec les premiers outils de

la thérapie familiale, nous avons affirmé qu'il fallait faire le contraire : partir de l'idée que les parents sont compétents, pour restaurer la compétence familiale. Au niveau des politiques publiques, il faut faire en sorte que les parents travaillent avec l'école, que l'entreprise soutienne davantage la parentalité, en prenant des mesures concrètes, et que la ville leur facilite la vie, en installant des trottoirs adaptés aux poussettes, par exemple.

Dans une incroyable ouverture à la parentalité, la France a créé le réseau de la PMI, la protection maternelle et infantile, qui est un système extraordinaire : il offre une sécurité aux familles de tous les milieux. Mais la PMI tire la sonnette d'alarme, parce qu'elle va mal. L'aide sociale à l'enfance (ASE), qui aide les familles en difficulté depuis toujours, est en déshérence. Je m'occupe beaucoup de jeunes qui lui sont confiés, je peux témoigner que c'est catastrophique. Avec les crèches aussi, c'est compliqué. La politique familiale s'effiloche. Outre l'anxiété générale qui traverse la société, il est de plus en plus difficile pour les parents de se sentir en sécurité, donc de mettre des enfants au monde. Le politique peut les soutenir.

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. Au fil des années, la société a triplement disqualifié les parents. Ils sont invisibilisés dans l'espace public ; les projections sont négatives – on n'évoque les enfants que pour parler de l'ASE et de violences sexuelles – ; ils sont exclus de nombreux lieux de la vie collective, à commencer par l'école. Cela expliquerait-il en partie le décalage entre le désir d'enfants et la réalité des naissances ? Dans ce cas, en plus des mesures matérielles, il faudrait travailler sur les questions de visibilité et sur les discours.

Pourquoi les couples que vous recevez en consultation renoncent-ils à leur désir d'enfant ? Vous parlent-ils plutôt de la dimension symbolique, par exemple de la fragilité de leur couple, ou de problèmes matériels ?

M. Serge Hefez. On ne peut pas dissocier les contraintes matérielles des questions psychologiques. Le psychologique n'est pas une espèce de transcendance divine, il est relié au social, au matériel ; il est concret. L'angoisse actuelle, qui traverse la société tout entière, pèse évidemment sur les individus, les couples et les familles.

Oui, il appartient au politique de rendre la parentalité, la parenté et le couple plus désirables – c'est à partir de tels désirs que le désir d'enfant pourra s'épanouir, se déplier. Pour cela, il faut que chacun de ceux qui projettent de devenir parents sache qu'il pourra déposer sans crainte son enfant dans une crèche à proximité de son domicile, avec des horaires suffisamment souples, et que celui-ci bénéficiera d'un suivi médical et psychologique – ce qui n'est plus du tout le cas à l'heure actuelle. Nous pourrions poursuivre ainsi l'énumération des conditions matérielles qui sécurisent les parents, rendent la société désirable et montrent qu'elle-même désire accueillir des enfants en son sein. Il n'est pas certain que les jeunes couples en aient cette image.

En plus d'être psychiatre, je suis un grand-père comblé, car mes trois filles ont mis des enfants au monde ces trois dernières années. J'ai donc suivi les atermoiements et les difficultés de ceux qui ont un bébé. Une de mes filles est médecin ; son mari est prof. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ils n'ont pas réussi à obtenir une place en crèche à proximité de leur domicile, à Montreuil. Ils sont obligés de recourir à une solution de garde privée – j'ai 3 000 exemples de ce type dans ma pratique.

Par définition, les couples qui me demandent de les suivre en tant que thérapeute ne sont pas des couples épanouis, mais en conflit, en difficulté. Toutefois, ils manifestent selon moi une fragilité conjugale plus générale. Le couple est devenu le maillon faible de la société et de

la famille. Au début de ma carrière, il y a trente ou quarante ans, les couples que je rencontrais avaient au moins dix, quinze ou vingt ans de vie commune derrière eux ; ils me consultaient parce qu'ils n'arrivaient plus à s'entendre, s'étouffaient mutuellement et cherchaient à rebondir. Désormais, certains des couples qui entrent dans mon cabinet ne se connaissent que depuis six mois. Ce qui est difficile pour eux, ce n'est pas de maintenir le couple, mais de le forger. Les individus sont devenus très autosuffisants, ils ont des désirs forts, puissants. Il leur est compliqué de se soumettre à une relation conjugale et sans doute encore plus à une relation familiale.

J'entends le désir d'enfant de mes patients, mais aussi leurs craintes : notre couple durera-t-il ? est-il suffisamment solide ? avons-nous suffisamment de temps, de disponibilité psychique, de tranquillité intérieure pour permettre à un enfant de s'épanouir ? Combien de fois un couple a-t-il commencé avec moi une thérapie conjugale concernant le désir d'enfant, avant de décider de se séparer au bout de deux ou trois séances ! Cela dit quelque chose de la fragilité des couples – à supposer que ce ne soit pas moi qui travaille très mal !

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. D'un côté, l'individualisme et le consumérisme poussent chacun à se centrer sur ses besoins individuels, logique que vient peut-être perturber la naissance d'un enfant. De l'autre, les couples s'imposent d'immenses exigences pour être des parents modèles. Comment expliquer la baisse de la natalité ? Est-elle due à une pression sociale tellement forte que les individus se sentent incapables de se lancer dans un projet d'enfant ? Ou faut-il l'imputer au caractère atomisé, individualiste, d'une société désormais privée de cadres, de normes, où ceux qui auraient pu s'engager dans l'aventure parentale se replient sur leur autosuffisance personnelle ?

M. Serge Hefez. Je constate les deux mouvements en même temps, ce qui provoque beaucoup de soucis et de contradictions. Un ami sociologue, Alain Ehrenberg, dans un ouvrage publié il y a plus de vingt ans, *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, analyse très bien l'angoisse qui naît, chez les individus contemporains, de l'injonction permanente à choisir d'être soi, à se créer. C'est le paradoxe des individus contemporains : d'un côté, ils ont besoin de l'autre, parce qu'un être humain n'est jamais autosuffisant et a besoin de liens affectifs et sociaux pour survivre – on sait depuis l'empereur Frédéric II que les nourrissons privés de lien meurent – ; de l'autre, les individus doivent en permanence remettre ces liens en question. Ce paradoxe travaille les couples, la façon dont ils se constituent et dont ils se projettent autour du désir d'enfant.

La famille représente certes le bonheur de l'amour, de l'affection partagée, du lien, d'être ensemble, de créer un groupe affectif qui serve de support aux besoins personnels, mais aussi une contrainte pour le destin individuel. Même si le politique ne résoudra pas le paradoxe, il peut aider les individus à développer un sentiment de sécurité, de bien-être et de compétence, au fil des étapes de leur développement, qui sont, à partir de l'école maternelle, autant de modèles que la société leur propose. Le politique a un rôle à jouer, pour faciliter les projets personnels, conjugaux ou familiaux.

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. Vous évoquez la fatigue d'être soi, une difficulté à être au monde. Une société peut-elle renoncer à l'objectif de maintenir la natalité ?

Désormais, une grande majorité des responsables politiques considèrent que ce n'est pas leur rôle d'enjoindre à nos concitoyens de faire des enfants pour faire société. Nous avons tous intériorisé cette position. Toutefois, face au caractère de plus en plus atomisé et individualiste de la société, à la montée de la fatigue d'être soi, des problèmes de santé mentale

et de la déconjugalisation, on en vient à se demander s'il est pertinent de renoncer à évoquer l'importance de la transmission, de la parentalité et de la natalité.

Évidemment, nous n'allons pas reprendre la politique nataliste d'il y a quatre-vingts ans. À vos yeux, quel discours politique serait acceptable et intelligible ?

M. Serge Hefez. Je ne crois pas du tout aux injonctions natalistes quand elles ne s'accompagnent d'aucun autre discours. Des pays comme la Hongrie, la Russie, la Corée du Sud et le Japon n'ont pas réussi à inverser la tendance en matière de natalité, malgré des mesures natalistes fortes – bien au contraire, aurais-je envie d'ajouter.

La fonction du politique est de réenchanter le monde, la famille et le destin de chacun. Ce n'est pas être utopiste que de le dire. Je ne connais pratiquement personne qui remette en question le désir d'enfant. Je m'occupe de nombreux couples d'homosexuels ou de personnes homosexuelles seules qui sont animées par le même désir d'enfant que les hétérosexuels ; depuis que la parentalité leur est ouverte, ils sont prêts à se battre pour leur projet de parentalité.

De même, de plus en plus de femmes seules décident de mettre des enfants au monde, alors qu'elles connaissent les difficultés de la monoparentalité – parmi les 25 % de familles monoparentales, la part de familles où les mères ont eu un enfant sans vivre en couple ne cesse d'augmenter.

Bref, le désir d'enfant ne diminue pas, mais il s'accompagne d'une angoisse, que le politique peut diminuer en soutenant les femmes et en expliquant comment – car c'est surtout autour des femmes que se joue actuellement la natalité. Elles doivent être assurées que la maternité ne les empêchera pas d'avoir une carrière et ne constituera pas un obstacle à leur vie personnelle.

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. D'après votre expérience, les pères souhaitent-ils participer davantage à l'éducation de leurs enfants et cesser d'être des parents accessoires ? Ne se heurtent-ils pas à la société, qui ne reconnaît pas leur rôle ? Par exemple, le congé de paternité est facultatif alors que le congé de maternité a été rendu obligatoire – pour la santé des femmes, certes, mais cela impose une norme sociale.

Faudrait-il rendre le congé de paternité obligatoire ? Est-ce la société qui est en retard sur les pères, ou sont-ce les pères qui tardent à assumer le rôle qui devrait leur revenir dans le couple et la famille ?

La Cour des comptes a recensé trente-quatre modes de garde différents pour les trois premières années de l'enfant. On ne retrouve pas cette diversité dans un pays comme la Suède, où tous les enfants restent à la maison la première année. Faudrait-il trancher en faveur d'un modèle ? Comment les parents que vous suivez font-ils garder leurs enfants ? Recourent-ils au congé parental ?

Toujours d'après votre expérience en cabinet libéral et à l'hôpital, quel rôle joue la question du logement dans la décision d'avoir un enfant ?

M. Serge Hefez. Personne n'a pris la main des femmes pour les conduire à leur émancipation. Elles se sont prises la main elles-mêmes pour parvenir à davantage d'égalité et de justice. En revanche, pour que les hommes s'émancipent – c'est-à-dire renoncent à une position patriarcale dans la société –, il faut leur prendre la main.

Les contradictions qui traversent la notion de masculinité dans notre société ne vous échappent pas. Les courants masculinistes inquiètent de plus en plus. La situation dans certains pays démocratiques tels que les États-Unis montre que ce que nous prenions pour des avancées impossibles à contester en matière d'égalité entre les sexes et d'émancipation des femmes peut être facilement remis en question du jour au lendemain.

Concernant le congé de paternité, il faut adopter des mesures très incitatives et se montrer dirigiste pour faire évoluer la position des hommes et des pères dans la société. L'évolution ne se produira pas toute seule. Si le congé de paternité devient une norme, il apparaîtra de plus en plus normal aux hommes de s'occuper des enfants et de partager les tâches avec leur conjointe, voire de reprendre le travail plus tard qu'elle pour s'occuper de leur enfant et pour le bien-être du foyer.

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. Ainsi, vous seriez favorable à un congé de paternité obligatoire ?

M. Serge Hefez. Tout à fait, dès lors que c'est un vrai congé de paternité, qui ne met pas en péril l'économie familiale.

Concernant les modes de garde, le problème n'est pas l'excès d'options, même s'il me semble que le mode de garde préféré des parents reste la crèche. En France, les crèches sont de très bonne qualité ; les enfants s'y épanouissent et ils y sont de toute évidence bien pris en charge. Toutefois, les parents ne trouvent pas forcément de place dans ces établissements, ou alors pas tout de suite. Ils doivent donc choisir d'autres modes – une nourrice, la garde partagée, etc. Chacun bricole comme il peut.

En tout cas, concernant les modes de garde précoces, la situation pourrait clairement être plus favorable. Il faudrait une vraie volonté politique.

Oui, la question du logement est centrale. À Paris, les jeunes couples parviennent encore à se loger dans un studio ou un petit deux-pièces, mais dès qu'ils ont un projet d'enfant, ils doivent déménager dans des banlieues de plus en plus éloignées, car celles qui sont limitrophes de Paris sont devenues extrêmement chères. Un système d'aide au logement permettant aux couples d'acquérir un logement avec une pièce supplémentaire pour leur enfant pourrait peut-être booster la natalité – mais je ne sais pas dans quelle mesure ce serait réalisable.

M. Jérémie Patrier-Leitus, rapporteur. Vous êtes un psychiatre en politique – sans que cela corresponde à un engagement politique formel. Les quarante propositions formulées dans le rapport « Pour une société partenaire des parents » sont pertinentes, essentielles – même s'il reste à les hiérarchiser.

Quel bilan tirez-vous des nombreuses auditions que vous avez dû mener et de la réception du rapport ? Bien sûr, la période a été marquée par une certaine instabilité politique, mais à part ça, pourquoi rien n'a-t-il bougé ? Que nous manque-t-il pour y arriver ? Et comment jugez-vous notre politique familiale ? N'est-elle pas éclatée entre des institutions qui ne se coordonnent pas ? Au-delà de la ministre des solidarités et des familles, qui vous a confié cette mission, les autres politiques s'y sont-ils intéressés ?

M. Serge Hefez. Le ministère de la famille a vu passer quatre ministres pendant l'année qu'a nécessitée la préparation de notre rapport. Cela dit quelque chose de l'instabilité politique de la période.

Il est difficile de mener une action interministérielle. C'était déjà le cas quand j'ai commencé la psychiatrie, en m'intéressant à la prise en charge des toxicomanes, à une époque où la toxicomanie posait encore plus de problèmes qu'aujourd'hui et où il était urgent de mettre en place des politiques pour endiguer l'épidémie du sida. J'ai toujours constaté combien il était compliqué de faire travailler ensemble les ministres.

La question de la coordination entre les ministères chargés de l'éducation nationale, de la santé et de la ville s'est imposée tout au long de la préparation du rapport. Malgré la présence de délégués interministériels, il me semble qu'une difficulté structurelle demeure. Chaque ministre défend ses budgets et sa vision des choses.

Surtout, en tant que psychiatre, je suis atterré par le démantèlement des services publics en matière de santé mentale. La situation de la psychiatrie de l'enfant dans notre pays est tragique. Il n'y a plus de structures. Quand un adolescent commence à partir en ville, ses parents ne trouvent pas de lieu pour l'accueillir, le prendre en charge. Les CMP (centres médico-psychologiques) et les CMPP (centres médico-psycho-pédagogiques) leur demandent six, neuf ou douze mois d'attente pour un premier rendez-vous. Vous rendez-vous compte de ce que cela signifie, quand un enfant va mal ?

Je sais que la santé mentale a été reconduite comme grande cause nationale en 2026. Je veux bien y mettre de l'espoir, mais en la matière, les choses doivent être retricotées. C'est ma première préoccupation à l'heure actuelle.

La séance s'achève à treize heures cinq.

Membres présents ou excusés

Présents. – Mme Joséphine Missoffe, M. Jérémie Patrier-Leitus

Excusés. – M. Thibault Bazin, Mme Constance de Pélichy